

Financer son bilan de compétences

✚ Salarié(e)s du secteur privé, secteur public ou travailleurs indépendants)

- Dans le cadre du Plan de développement des compétences, votre entreprise prend en charge votre Bilan de Compétences. Il fait alors l'objet d'une convention tripartite (employeur, salarié et l'organisme de bilan).
- En utilisant votre Compte Personnel de Formation, vous utilisez votre CPF pour un bilan réalisé hors temps de travail (l'employeur n'a pas à en être informé). Si vous utilisez votre CPF pour un bilan réalisé pendant le temps de travail (ou en partie) un accord préalable de votre employeur sera nécessaire. Deux mois de délai d'accès peuvent être nécessaires.

V3 Mai 2024 : modalités de mise en œuvre de la participation au financement des formations éligibles au CPF (formation, bilan de compétences) : Art. R. 6323. – La participation mentionnée au I de l'article L. 6323-4 est fixée à la somme forfaitaire de cent euros. Décret no 2024-394 du 29 avril 2024. Entrée en vigueur le 2 mai 2024. [Lien ici](#)

✚ Particuliers

- Auto-financement
- Vous pouvez mobiliser votre Compte Personnel de Formation (CPF) sur www.moncompteformation.gouv.fr en totalité ou en partie. Un cofinancement (AIF) est à étudier via votre conseiller pôle emploi si vous êtes inscrit(e)s.
- *La mention tarif solidaire à 35€ : selon les critères Are minimum, ass,rsa

✚ Accéder à son compte formation :

<https://www.moncompteformation.gouv.fr/espace-prive/html/#/>

✚ Information sur vos droits :

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F3087> (secteur privé)

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F3027> (fonction publique)

CADRE LÉGAL DU BILAN DE COMPÉTENCES

[Bilan de compétences \(Articles R6313-4 à R6313-8\) – sur Légifrance \(legifrance.gouv.fr\) \(Version en vigueur au 15 avril 2021\)](#)

Code du travail

Partie réglementaire (Articles R1111-1 à R8323-1)

Section 2 : Bilan de compétences (Articles R6313-4 à R6313-8)

Le bilan de compétences mentionné au 2° de l'article L. 6313-1 comprend, sous la conduite du prestataire effectuant ce bilan, les trois phases suivantes :

1° Une phase préliminaire qui a pour objet :

- a) D'analyser la demande et le besoin du bénéficiaire
- b) De déterminer le format le plus adapté à la situation et au besoin ;
- c) De définir conjointement les modalités de déroulement du bilan ;

2° Une phase d'investigation permettant au bénéficiaire soit de construire son projet professionnel et d'en vérifier la pertinence, soit d'élaborer une ou plusieurs alternatives ;

3° Une phase de conclusions qui, par la voie d'entretiens personnalisés, permet au bénéficiaire :

- a) De s'approprier les résultats détaillés de la phase d'investigation ;
- b) De recenser les conditions et moyens favorisant la réalisation du ou des projets professionnels ;
- c) De prévoir les principales modalités et étapes du ou des projets professionnels, dont la possibilité de bénéficier d'un entretien de suivi avec le prestataire de bilan de compétences.

Article R6313-5 - Création Décret n°2018-1330 du 28 décembre 2018 - art. 2

Les employeurs ne peuvent réaliser eux-mêmes des bilans de compétences pour leurs salariés.

Article R6313-6 - Création Décret n°2018-1330 du 28 décembre 2018 - art. 2

L'organisme prestataire de bilans de compétences qui exerce par ailleurs d'autres activités dispose en son sein d'une organisation identifiée, spécifiquement destinée à la réalisation de bilans de compétences.

Article R6313-7 - Création Décret n°2018-1330 du 28 décembre 2018 - art. 2

L'organisme prestataire de bilans de compétences procède à la destruction des documents élaborés pour la réalisation du bilan de compétences, dès le terme de l'action.

Toutefois, les dispositions du premier alinéa ne s'appliquent pas pendant un an :

- au document de synthèse dans le cas mentionné au troisième alinéa de l'article L.6313-4 ;
- aux documents faisant l'objet d'un accord écrit du bénéficiaire fondé sur la nécessité d'un suivi de sa situation.

Article R6313-8 - Création Décret n°2018-1330 du 28 décembre 2018 - art. 2

Lorsque le bilan de compétences est réalisé au titre du plan de développement des compétences mentionné au 1° de l'article L. 6312-1 ou dans le cadre d'un congé de reclassement dans les conditions prévues à l'article L. 1233-71, il fait l'objet d'une convention écrite conclue entre l'employeur, le salarié et l'organisme prestataire du bilan de compétences.

La convention comporte les mentions suivantes :

1° L'intitulé, l'objectif et le contenu de l'action, les moyens prévus, la durée et la période de réalisation, les modalités de déroulement et de suivi du bilan ainsi que les modalités de remise des résultats détaillés et du document de synthèse ;

2° Le prix et les modalités de règlement.

Le salarié dispose d'un délai de dix jours à compter de la transmission par son employeur du projet de convention pour faire connaître son acceptation en apposant sa signature.

L'absence de réponse du salarié au terme de ce délai vaut refus de conclure la convention.